

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1965-1966.

28 APRIL 1966.

WETSONTWERP

houdende het Gerechtelijke Wetboek.

1. - AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER PEDE.

Art. 1292.

De tekst van dit artikel aanvullen met wat volgt:

« De notariële akte ielke de eerste verschijning der echtgenoten voor de voorzitter der rechtbank, van eerste aanleg constateert zal de beschrijving en de kederelc gegevens uermelden der onroerende goederen ielke de echtgenoten pet soonlijk of gemeenschappelijk bezitten sels ook IHN ruun, voornamen, plaats en dagtekening v'itl geboorte en deze van liun kinderen,

» Een uittreksel van dit irerbalschrijt oermeldende de ideniiteit der pertijn en de beschrijving a der goederen zal oerqeschreuen ioorden binnen twee meenden der verschijning ten hypotheekantore der ligging der goederen, zoels oermeld in ertikel 2 der wet van 16 dceember 1851.

» Er zal melding iuorden gemaakt Viln de overschrijvingen l'cr hypotheekantore in de uolgende akte van oetschijning op straffe van nietiqheid der echtscheiding,

» Iedere oernvoqenseenogoei vatl onroerendc goederen liet zi] ten kosteloze hetzi] teri bezurerendc titel ven een Ol van beide echtgenoten, zel oermeld uiorden in de deuropvolgcnde akte oan oerschijsinq.

» De ocrdelingsekte tussen ~~een~~ of beide echtgenoten en hun kinderen zaloggemaakt icorden na de uitspraak der echtscheiding en in geual van besteen uan minderjeriqe kinderen, deelqenoten in de onroerende qocdercn, zullen deze uerteqeniooordiqd ioordett dooc een beheerder ad hoc, benoemd op rekuiest door de rechtbenk die zel uitspraak gedaan liebbctt nopens de cclitscheidin q, »

Z«.

59(1965-1966); N° 1.

- N° 2 tot 22: Amendementen.

A

Chambre des Représentants

SESSION 1965-196(i).

28 AVRIL 1966.

PROJET DE LOI

contenant le Code judiciaire.

1. - AMENDEMENT

PRESENTE PAR M. PEDE.

Art. 1292.

Compléter le texte de cet article par ce qui suit:

« L'acte notarié par lequel est constatée la première comparution des époux devant le président du tribunal de première instance contiendra la description et les indications cadastrales des immeubles que les époux possèdent personnellement ou en commun ainsi que leurs noms, prénoms, lieu et date de naissance ainsi que ceux de leurs enfants.

» Un extrait de ce procès-verbal contenant l'identité des parties et la description des biens sera transcrit dans les deux Illois de la comparution, au bureau des hypothèques de la situation des biens, comme le prévoit l'article 2 de la loi du 16 décembre 1851.

» Il sera fait mention des transcriptions au bureau des hypothèques dans l'acte de comparution subséquent, à peine de nullité du divorce,

» Tout accroissement patrimonial d'immeubles, soit ii titre gratuit, soit ii titre onéreux, ii l'un des époux ou l'un des deux sera mentionné dans l'acte de comparution subséquent.

» L'acte de partage entre l'un des époux ou les deux et leurs enfants sera dressé après le prononcé du divorce et, s'il y a des enfants mineurs copartageants des immeubles, ceux-ci seront représentés par un administrateur ad hoc, nommé sur requête par le tribunal qui aura statué sur le divorce. »

Voir:

59 (1965-1966) : N° 1.

- N° 2 à 22: Amendements.

H. - 256.

VERANTWOORDING.

De echtscheiding bij onderlinge toestemming brengt een overgang van eigendom mede ten voordele der kinderen (art. 305). Sedert geruime tijd wordt gevraagd dat zoals meest alle eigendomsveranderingen onderlevenden, ook deze welke geschieden *ex lege*, zouden kenbaar gemaakt worden in ten hypotheekkanter de ligging der goederen en zo tege- stelbaar zijn onderaan.

In de huidige wetgeving wordt deze eigendomsverandering niet kenbaar gemaakt en zodoende kan dit aanleiding geven tot moeilijkheden: vanaf het begin der echtscheiding dienen de derden te weten dat er mogelijk een eigendomsverandering gaat geschieden.

Deze leemte in de wetgeving had reeds wijlen senator Laque willen aanvullen (*Stuk Senat*, n° 101, zitting 1950) en zou de goedkeuring weggedragen hebben der Senaatscommissie (n° 11, zitting 1952-1953, en n° 336, zitting 1957-1958).

Het is nodig te onderstrepen dat de verdeling enkel mag plaatsgrijpen na de uitspraak der echtscheiding die de eventuele gemeenschap ontbindt en dat de overeenkomst tussen echtgenoten (art. 1288 van het Gerechtelijk Wetboek) geen enkele invloed kan hebben op het deel der kinderen, die ook gedurende het geding hun deel kunnen ztcu aangroen, bvb. door het openvallen van erfenissen toekomende aan één der scheldende echtgenoten.

Het is nuttig te vermelden, gezien de tegenstrijdige belangen van ouder en kind, beiden vooralsnog in de goederen medegerechtigd, wie in de verdellng de minderjarige kinderen zal vertegenwoordigen, daar heden de wet over deze vertegenwoordiging niet spreekt.

Door de vermogensaanwroel te vermelden tijdens de procedure, is insgelijks het twistpunt opgelost dat de kinderen deelachtig zijn in deze goederen, en hun deel zich niet beperkt tot de goederen welke de echtgenoten bezitten op de dag waarop de procedure aangevangen wordt, maar zich ook uitstrekt tot deze die zij verkrijgen gedurende de procedure (zie R.P.D.S., verbo «Divorce», n° 537).

JUSTIFICATION.

Le divorce par consentement mutuel entraîne un transfert de propriété au profit des enfants (art. 305). Depuis longtemps on demande que, comme dans la plupart des transferts de propriété entre vifs, ceux qui se font *ex lege*, soient également communiqués au bureau des hypothèques de la situation des biens et soient ainsi opposables à des tiers.

Dans la législation actuelle, ce transfert de propriété n'est pas rendu public et peut d'ailleurs, de ce fait, provoquer des difficultés; dès le début du divorce, les tiers doivent savoir qu'il est possible qu'un transfert de propriété se produise sous peu.

Feu le sénateur Laque avait déjà voulu combler cette lacune de la législation (*Doc. Sénat*, n° 101, session 1950) et il aurait emporté l'approbation de la Commission du Sénat (n° 41, session 1952-1953 et n° 336, session 1957-1958).

Il convient de souligner que le partage ne peut avoir lieu qu'après le prononcé du divorce qui dissout la communauté éventuelle et que la convention entre les époux (art. 1288 du Code judiciaire) ne peut avoir la moindre influence sur les parts des enfants, celles-ci étant également susceptibles de s'accroître au cours de l'instance, par exemple par l'ouverture de successions revenant à l'un des époux en instance de divorce.

Etant donné les intérêts opposés des parents et enfants, parties qui à ce moment ont des droits communs sur les biens, il est utile de mentionner qui représentera les enfants mineurs lors du partage, la loi actuelle ne faisant nulle allusion à une telle représentation.

En faisant mention de l'accroissement patrimonial au cours de la procédure, on résout en même temps le point litigieux, à savoir que les enfants participent à ces biens et que leur part ne se limite pas aux biens que les époux possèdent au moment de l'ouverture de la procédure, mais s'étend aussi à ceux qu'ils acquièrent au cours de la procédure (VOIR R.P.D.B. verbo «Divorce», n° 537).

J. PEDE.

G. VAN LIDTH DE JEUDE.

II. -AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. SAINTRAINT.

Art. 1110.

(En remplacement des amendement" déposés antérieurement,
Doc. n° 59/4, p. 2.)

1. -- Au § 1" compléter le 4°) comme suit:

« .. de la loi du 16 juin 1960 portant notamment *garantie des prestations sociales assurées en faveur des anciens employés du Congo belge et du Rwanda-Urundi et de la législation relative à la sécurité sociale d'outre-mer;* »

JUSTIFICATION.

L'article 1410 concerne la cessibilité et l'insaisissabilité, notamment des sommes dues en application des divers régimes de sécurité sociale.

L'énumération des prestations qui font l'objet des §§ 1 et 2 ne concerne pas les avantages attribués par l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, du moins dans les secteurs autres que ceux de l'assurance vieillesse et survie.

Les allocations d'invalidité visées au § 1°, 4°, les indemnités et rentes en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ne sont certainement pas celles visées par les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963.

Il en est de même des sommes déclarées incessibles et insaisissables, payées à titre d'intervention dans les soins de santé à charge de l'assurance maladie-invalidité (§ 2, 6°), tandis que la généralité des termes employés en ce qui concerne les sommes payées à titre de frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers causés par un accident du travail ou une maladie professionnelle couvre celles de ces prestations qui peuvent être à la charge de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer.

Il y a lieu de réparer cet oubli.

2. - Au même § 1°, modifier le 5° comme suit :

« 5° aux indemnités et rentes payées en vertu de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles, de ladite loi du 16 juin 1960 ou de contrats d'assurance souscrits en application des dispositions de la législation relative à la sécurité sociale d'outre-mer, à l'exception de la partie de l'allocation prévue au § 2, 1°, du présent article; »

JUSTIFICATION.

Voir justification de l'amendement n° 1.

3. -- Au même § 1°, supprimer le 7°.

JUSTIFICATION.

Les notions reprises au 7° du § 1er et au 5° du § 2 proviennent de l'arrêté royal du 16 août 1963 fixant un règlement cadre en vue de l'octroi d'avantages aux techniciens et experts agréés au titre de la coopération technique.

Nous avons combattu cet arrêté dès sa publication; la philosophie dont il s'inspire est en grande partie responsable de l'incohérence et de l'inefficacité de notre assistance technique. Un régime cohérent est actuellement en voie d'élaboration: le Conseil des Ministres s'est récemment prononcé sur la nécessité de procéder d'urgence à la [CVISU] du système existant actuellement.

A plusieurs reprises, le Ministre-Secrétaire d'Etat à la coopération au développement et au Commerce extérieur et le Commissaire du Roi à la coopération au développement se sont prononcés sur la nécessité de donner l'acte statutaire valable aux experts et assistants techniques,

II. -- AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER SAINTRAINT.

Arr. 1410.

(Ter vervanging van de vroeger voorgestelde amendementen,
Stuk n° 59/4, blz. 2.)

1. - In § 1, het 4° aanvullen als volgt:

« .. de ioet van 16 [uni 1960 die andel' meer de *meat-schappelijke prestaties (en gunste (Nln de gewezen ioerk-nenuirs (Jan Be/gisch-Congo ell Rlllmcla-Urundi en de ioct-geving bNteffende de overzcese sociale zekerheid umar-borgt:* »

VERANTWOORDING.

Artikel 1410 heeft betrekking op de vatbaarheid voor overdracht of beslag, met name van de bedragen die vrachtdiende. Bij toepassing van de verschillende regelingen van sociale zekerheid.

De opsomming van de uitkeringen in de § 1 en 2 heeft geen betrekking op de toegekende voordeleu door de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid, althans wat betreft de andere sectoren dan die van de ouderdoms- en overlevingsverzekering.

De in § 1, 4°, bedoelde invaliditeitsuitkeringen, de uitkeringen en renten wegens arbeidsongevallen en beroepsziekten, zijn zeker niet die waarover het gaat in de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963.

Dit is eveneens het geval met de voor overdracht of beslag niet vatbaar verklaarde bedragen die uitgekeerd werden als tegemoetkoming in de gezondheidszorgen ten laste van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, terwijl de algemene termen die gebruikt werden met betrekking tot de - als kosten voor geneeskundige, heelkundige, farmaceutische verstrekkingen en ziekenhuiskosten, wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte - uitgekeerde bedragen de uitkeringen dekken die ten laste van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid kunnen vallen.

Die leemte dient te worden aangevuld.

2. - In dezelfde § 1, het 5° wijzigen als volgt:

« 5° de uitkeringen en renten betaald krachtens de wetgeving op de vergoeding van schade uit arbeidsongevallen of beroepsziekten, *krachtens voornoemde wet van 16 juni 1960, of krachtens verzekeringscontracten...* urelke bi] toepassing (Jan. de l)etgevin.g betrefende de otlerzeese sociale zekerheid zijn gesloten met uittoon dering van het gedeelte van de uitkering bedoeld in § 2, 4°. van dit artikel: »

VERANTWOORDING

Zie verantwoording van amendement n° 1.

3. - In dezelfde § 1, het 7° weqlaten.

VERANTWOORDING

De begrippen waarvan sprake in § 1, 7°, en § 2, 5°, zijn overgenomen uit het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 tot vaststelling van een kaderreglement met het oog op de toekenninq van voordelen aan de blnnen het raam der technlsche samenwerking erkende tcchncl en deskundlqen.

Wij hebben ons van bij de bekendmaking ervan tegen dit besluit verzet. orndnt denkbeelden waarop het stunt, er goeodd" is de oorzaak van zijn dat de door ons. verleende tachsln che bijstand onsameuhandgend... en ondoelmatig is. Een samenhangende reqlinq wordt, thans uitgewerkt; de Minsterraad heeft zich onlangs. ultgesproken over de dringende noodzaak om de huidige onbruikbare regelling te herzien.

Her haalde lijk hebben de Minstrcr-Staatssecre turln voor Ontwikke-ltnqssamenwerklng en Buitenlandse Handel en de Koninklijke Commis-Saris voor Ontwikkelinqssamenwerklng... verklaard dat aan de deskundlqen en technici van de technische bijstand een degelijk statuut moct worden verleend.

Il y a lieu, dès lors, de supprimer la référence à des notions juridiques : « répliques de l'arrêt » royal du 16 août 1963 qui ont fait la preuve de leur inefficacité et de leur nocivité.

Lors de l'élaboration de la loi du 3 avril 1964 portant modification des lois du 27 juillet 1961 relatives au personnel d'Afrique, la notion d'« agrégation » fut complétée par celle de « désignation » (cf. Doc. n° 668/6 du 12 février 1964, nrt, 13, pp. 11 et 42).

La situation de nos assistants techniques doit être soit statutaire, soit contractuelle.

Cf. Doc. n° 4 (1965-1966), Exposée générale, p. 58.

4. -- Au § 2, supprimer le 5°.

JUSTIFICATION.

Voir justification de l'amendement n° 3.

5. -- Au même § 2, modifier le 6° comme suit:

« 6° les sommes payées: 1° à titre d'intervention dans les soins de santé et charge de l'assurance maladie-invalidité ainsi que de la loi du 16 juin 1960 et de la législation en matière de sécurité sociale d'outre-mer, 2° à titre de frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers causés par un accident du travail ou une maladie professionnelle. »

JUSTIFICATION.

Voir Justification de l'amendement n° 1.

6. - Au § 4, 1^{er} alinéa, modifier la première phrase comme suit:

« § 4. Par dérogation aux dispositions des §§ 1 et 2, les sommes payées indûment à l'égard des ressources de l'Office national de sécurité sociale, du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs, de l'Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande ou de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer peuvent être récupérées à concurrence de dix pour cent de chaque prestation ultérieure fournie, en espèces, en faveur de l'ayant droit. »

JUSTIFICATION.

Il serait anormal que l'Office de sécurité sociale d'outre-mer crée par la loi du 17 juillet 1963, puisse récupérer les sommes payées indûment à concurrence de plus de 10 %.

Dit halve dicit de verandering naar rechtsbepalingen die uit het koninklijk besluit van 16 augustus 1963 zijn overgenomen en die ondoelmatig en zelfs schadelijk zijn gebleken, te worden weggelaten.

Bij de bespreking van de wet van 3 april 1964 tot wijziging van de wetten van 27 juli 1961 betreffende het personeel in Afrika, werd het begrip "erkenning" aangevuld door het begrip « nanduldinq » (cf. Stuk. n° 668/6 van 12 februari 1961, art. 13, blz. 41 en 42).

De toestand van onze technici van de technische bijstand moet door een statuut ofwel door een overeenkomst worden vastgelegd.

Cfr. Stuk n° 4 (1965-1966), Algemene toelichting, blz. 58.

4. -- In § 2, het 5° weglaten.

VERANTWOORDING.

Zie de verantwoording van het amendement n° 3.

5. - Het 6° van dezelfde § 2 wijzigen als volgt:

« 6° de bedragen, uitgekeerd: 1° als tegemoetkoming in de gezondheidszorgen ter laste van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, coëf. die welke uitgaat uit de krachten van de wet van 16 juni 1960 en de Wetgeving betreffende de overzeese sociale zekerheid; 2° als kosten voor geneeskundige, heelkundige, farmaceutische versprekkingen en ziektehuiskosten, wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte. »

VERANTWOORDING.

Zie de verantwoording van het amendement n° 1.

6. - De eerste volzin van § 4, 1^{ste} lid, wijzigen als volgt:

« § 4. In afwijking van de bepalingen van de §§ 1 en 2 kunnen de bedragen die ten onrechte uitgekeerd zijn uit de middelen van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, van het Rijksfonds voor de pensioen en der mijnwerkers of van de Dienst voor maatschappelijke zekerheid van de zeelieden ter koopvaardij of van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid, teruggeïnd worden tot beloop van tien tot honderd van iedere latere prestatie in geld ten gunste van de rechthebbende. »

VERANTWOORDING.

Het was abnormaal dat de bij de wet van 17 juli 1963 opgerichte Dienst voor de overzeese sociale zekerheid de ten onrechte uitgekende bedragen tot een beloop van meer dan tien tot honderd terug zou kunnen innen.

A. SAINTRAINT,